

Environnement

Jurisprudence

Le contrôle des études d'impact dans les déclarations d'utilité publique (l'affaire du tunnel du Somport), (TA Pau, séance plénière, 2 déc. 1992, *Association France-Nature-Environnement et autres*)

1. Conclusions, par Jean-Louis REY 277
2. Note, par René HOSTOU 288

Fonction publique

Jurisprudence

Les problèmes du droit à congé pour maladie dans la fonction publique

1. Cures thermales et conditions d'ouverture du droit à congé pour maladie, par Hubert LEGAL 297
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 24 janv. 1992, *Centre hospitalier général d'Aix-en-Provence c/ Mme Du*)
2. Les incidences d'un changement de position statutaire sur le droit à congé pour maladie, par Hubert LEGAL 304
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 24 janv. 1992, *Mme Dominique Pavan*)

Police

Jurisprudence

La procédure de référé en suspension des astreintes en matière d'installations publicitaires, par Renaud DUTREIL

- (Concl. sur Cons. d'Ét., 4 déc. 1991, *M. le préfet de la Haute-garonne c/ SA Dauphin Ota et autres*) 309

Urbanisme

Document

- Projet de loi portant réforme du code de l'urbanisme 315

Droit administratif et droit communautaire

Les mesures françaises d'application des normes

communautaires, par Marie-France CHRISTOPHE TCHAKALOFF

324

Droit administratif et droit international

Jurisprudence

Portée et incidence de la suspension d'un accord international

(Cons. d'Ét., Assemblée, 18 déc. 1992, *Préfet de la Gironde c/ M. Mhamedi*)

1. Conclusions, par Francis LAMY 333
2. Note, par David RUZIÉ 341

Actualité législative et réglementaire

345

Actualité jurisprudentielle

352

par David RUZIÉ

Droit administratif et droit social

Études

L'aménagement du régime de la manutention portuaire : droit interne et droit communautaire

1. Activités portuaires et règles communautaires de concurrence, par Geneviève MATTEI-DAWANCE et Robert REZENTHEL 356

(A propos de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes, 10 déc. 1991 [affaire n° C 179-90] *Merci Convenzionali Porto di Genova c/ Siderurgica Gabrielli*)

2. La réforme du régime de la manutention portuaire, par Geneviève MATTEI-DAWANCE et Robert REZENTHEL

- (loi n° 92-496 du 9 juin 1992) 368

Informations

376

Actualité bibliographique

379

Décisions récentes

du Tribunal des conflits

393

Arrêts et avis récents

du Conseil d'État

396

par Philippe TERNEYRE

Tables

Alphabétique de matières et chronologiques de textes et de jurisprudence

409

Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Toutefois, des photocopies peuvent être réalisées avec l'autorisation de l'éditeur. Celle-ci pourra être obtenue auprès du Centre français du Copyright, 6 bis, rue Gabriel-Laumain, 75010 Paris, auquel les Éditions Sirey ont donné mandat pour les représenter auprès des utilisateurs.



Correspondance concernant la rédaction
Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05

Abonnements
Joindre paiement à l'ordre de Daloz-Sirey -
messageries aériennes sur demande.)
Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 n^{os} 1993
France et D.O.M. : 610 F
Étranger : 695 F

Administration et abonnements
Daloz-Sirey, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

L'audit du droit de l'urbanisme : du rapport du Conseil d'État au projet de loi portant réforme du code de l'urbanisme, par Marceau LONG 221

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale (suite)

4. Gestion, péréquation, coopération : les dimensions financières de la loi du 6 février 1992, par Jean-Michel UHALDEBORDE 223
5. La loi du 6 février 1992 et l'administration d'État, par Jean-François AUBY (à suivre) 234

Aux origines de l'enseignement du droit administratif : le « Cours de Législation administrative » de Portiez de l'Oise (1808), par Jean-Louis MESTRE 239

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats

Jurisprudence

Le recours au marché négocié par les collectivités locales, par Marcel POCHARD 247
(Concl. sur Cons. d'Ét., 8 janv. 1992, *Préfet, commissaire de la République du département des Yvelines*)

CGT de la mairie de Nîmes; 2) *Syndicat inter-co CFDT de la Vendée, M. Audrain et autres*)

2. L'intérêt à agir contre les autorisations de licenciement de salariés protégés 261
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 10 avr. 1992, *Société Montalev c/ Hudon*)

Contentieux

L'intérêt à agir des syndicats pour la défense des intérêts individuels de leurs membres

1. L'intérêt à agir contre les décisions individuelles intéressant les agents publics, par Henri TOUTÉE 250
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 13 déc. 1991,
2 espèces : 1) *Syndicat CGT des employés communaux de la mairie de Nîmes* et *Syndicat des cadres communaux*

Droits administratif comparé et étranger

La situation juridique du demandeur d'asile

1. Belgique, par Francis DELPÉRÉE 272
2. Canada, par Patrice GARANT 274

India 2

1993

Bimestrielle

9^e année

Mars-Avril

Pages 221-410

 **sirey**